

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1921.

Projet de loi portant modification du tarif des douanes
et de certains droits d'accise (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. STRAUS.

MESSIEURS,

En s'éclairant par l'expérience, les Belges se sont ralliés au principe de la liberté du commerce. La multiplication des échanges internationaux facilite le développement de la prospérité nationale.

Certes, nous avons encore des producteurs qui veulent être protégés, mais, dans son ensemble, le monde des affaires demande la liberté.

Quant aux consommateurs, ils insistent en toute occasion pour l'abaissement progressif et continu des droits de consommation. Ils défendent l'intérêt national, cet intérêt commun placé sous la protection du Parlement.

La consommation commande la production. L'intérêt bien entendu des acheteurs correspond à l'intérêt national. Le protectionnisme renchérit la marchandise et le peuple ne s'enrichit pas en achetant cher.

Loin d'être une sauvegarde pour le travail, le protectionnisme est un mal, car, élever arbitrairement le prix des objets favorisés, c'est diminuer le pouvoir d'achat des acheteurs pour d'autres marchandises. Le malaise actuel confirme cette vérité.

Qu'au moyen de la protection douanière on puisse aider certaines industries, cela n'est pas douteux, mais le résultat ne peut être obtenu qu'aux dépens d'autres industries et du commerce.

(1) Projet de loi, n° 167.

(2) La Commission était composée de MM. MECHERYNCK, président, BOLOGNE, HALLET, HOUTART, STRAUS et WAUWERMANS.

Le Gouvernement, qui a besoin d'argent, déclare ne vouloir atteindre que des articles de luxe.

Tout en réservant la question de principe, la Commission croit que dans les circonstances graves que nous traversons, on peut, par patriotisme, considérer la mesure comme justifiée par la situation financière de la Nation.

D'ailleurs, le Gouvernement a promis de soumettre prochainement au Parlement une revision générale du tarif des douanes qui, il faut l'espérer, sera établi sur des bases franchement libérales et soumis, préalablement, à l'examen du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce.

Le projet actuel, dit M. le Ministre des Finances, a surtout un caractère fiscal, ce qui ne l'empêche pas de constituer une faveur pour certains producteurs nationaux. Pour quelques articles le projet est plus protectionniste que fiscal.

Un régime nettement fiscal donnerait à l'État un revenu beaucoup plus élevé que celui que peut procurer un tarif protectionniste. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les recettes obtenues en Angleterre, avant la guerre, par les douanes et les accises avec celles fournies par les mêmes services en Allemagne.

Pour redresser les anomalies résultant d'anciennes classifications, le Gouvernement propose de substituer des droits *ad valorem* aux droits spécifiques. C'est là une bonne réforme. En l'accomplissant, le Ministre entre dans la voie que lui a recommandée le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce. La Commission aurait voulu voir accentuer la réforme; elle propose de remplacer les droits spécifiques frappant les montres par un droit *ad valorem* de 10 %.

Vingt-quatre heures après avoir reçu communication du projet de loi, les membres de la Commission des Finances se réunirent pour l'examiner. Le lendemain les résolutions furent prises, M. le Ministre des Finances ayant déclaré que le Parlement doit se prononcer avant les vacances de Pâques. On n'a donc guère eu le temps d'étudier les propositions, de se renseigner sur les conséquences de l'application des droits proposés.

Puisqu'il s'agit d'un régime spécial, temporaire, des membres de la Commission auraient voulu voir fixer une échéance pour la nouvelle tarification. A ce sujet, il y a l'exemple de l'Angleterre où des droits établis pendant la guerre n'étaient votés que pour un temps limité. L'échéance fixée au 30 août 1919, pour certains articles, fut respectée. Pour les automobiles, une taxe 33 $\frac{1}{3}$ % fut votée frappant exclusivement les voitures d'agrément, afin d'empêcher l'importation des objets de luxe, dans le but de ménager le fret, ce droit disparaîtra du tarif le 31 décembre prochain!

* * *

L'examen par articles a amené la Commission des Finances à proposer les amendements suivants :

ARTICLE PREMIER.

Pommes de terre importées comme primeurs. — Si, toutes réserves étant faites quant aux principes de politique douanière, il peut se concevoir que

les légumes importés comme primeurs soient traités comme des produits présentant un certain caractère de luxe, pareille considération ne peut se justifier à l'égard des pommes de terre lors même qu'elles sont importées avant la date de leur récolte habituelle en Belgique.

La Commission émet l'avis de ne pas toucher sous ce rapport au régime existant et propose, par conséquent, d'éliminer cette marchandise du projet de loi.

Légumes frais, importés hors la saison de production normale en Belgique : choux-fleurs importés du 1^{er} décembre au 15 mai. — Cette dernière date est trop reculée, car il arrive fréquemment que la récolte de ce légume en Belgique commence avant le 15 mai.

La Commission propose donc de substituer à la date du 15 mai celle du 30 avril.

Instruments de musique. — D'après les explications contenues dans l'Exposé des motifs, la majoration du droit semble avoir pour objectif principal de frapper davantage les pianos et les instruments similaires.

Les autres instruments, tels les violons, sont utilisés plus particulièrement par des personnes qui exercent la musique à titre de profession, voire par les jeunes gens qui fréquentent les écoles spéciales et les conservatoires. Dans ce cas, il s'agit donc moins d'articles de récréation que d'objets de réelle nécessité.

La Commission est d'avis de subdiviser la rubrique en créant une double position : la première comprendrait les pianos de toute espèce, les orgues, les harmoniums et les appareils à musique mécaniques, auxquels serait applicable le droit proposé de 20 % *ad valorem*; la seconde position comprendrait tous les autres instruments de musique pour lesquels serait maintenu le droit ancien de 10 % *ad valorem*.

MONTRES ET BOÎTES DE MONTRES :

Les droits à la pièce fixés pour les montres, boîtes de montres et carrures de boîtes de montres, sont remplacés par un droit uniforme de 10 % *ad valorem*.

Le dit régime s'applique exclusivement aux montres destinées à être portées par les personnes (montres de poche et autres).

Les montres ou mouvements de montres appliqués à certains objets tels que : albums, cannes, carnets, parapluies, portefeuilles, presse-papiers, etc., suivent la tarification de ces objets. Toutefois, à l'égard des bracelets-montres constitués par un bracelet en métal précieux ou commun, en cuir, en étoffe, etc., avec montre insérée ou attachée, il y a lieu de faire suivre séparément au bracelet et à la montre les tarifications qui leur sont propres.

POTERIES :

Poteries communes non dénommées. — La seule modification résultant du projet de loi réside dans la suppression de la faculté d'option inscrite actuelle-

ment au tarif des douanes et suivant laquelle l'importateur peut demander que la marchandise soit imposée d'après le taux spécifique ou d'après le taux *ad valorem*.

L'économie de ce changement apparaîtra mieux si le projet de loi, au lieu de prévoir un droit d'entrée de 10 % *ad valorem*, établit simplement que la faculté d'option pour l'imposition spécifique est supprimée.

Faïences et porcelaines non dénommées. — Si l'on peut admettre que les articles en porcelaine rentrent dans la catégorie des objets de prix, il n'en est pas ainsi communément des objets en faïence. C'est pourquoi la Commission estime que, dans ce cas aussi, un dédoublement s'indique : seuls les articles en porcelaine seraient assujettis au nouveau droit de 15 % *ad valorem*, et le taux actuel de 10 % *ad valorem* serait donc conservé pour les objets de faïence.

Verrerie commune. — Ici encore la modification ne porte que sur la suppression de la faculté d'option entre la base d'imposition : taux spécifique ou taux *ad valorem*. Comme pour les poteries communes, la Commission propose, dans un souci de clarté, de stipuler simplement que la taxation spécifique est supprimée.

VÉHICULES AUTRES QUE POUR VOIES FERRÉES :

Voitures automobiles. — *Châssis avec ou sans moteur, avec ou sans carrosserie.* — *Autres.* — Pour cette catégorie, le projet de loi prévoit un taux de 15 % *ad valorem*, en augmentation de 3 % par rapport au taux de 12 % *ad valorem* sur la base duquel avait été opéré, avant la guerre, l'établissement des droits spécifiques.

Or, dans cette catégorie se rangent principalement les camions automobiles, qui n'ont point assurément le caractère d'objets de luxe, puisqu'ils font partie de l'outillage industriel et commercial. La Commission pense qu'à ce titre l'incidence du droit ne doit pas être relevée : partant de là, elle propose de ne pas augmenter la taxe actuelle de 12 % *ad valorem*.

Parties et pièces de rechange. — La réduction de 15 à 12 % *ad valorem* du droit sur les camions automobiles entraîne nécessairement une réduction équivalente du droit sur les parties et pièces détachées pour ces véhicules. Et, comme, dans la pratique, la différenciation de ces parties et pièces de celles pour les autres voitures automobiles prêterait à de réelles difficultés, il est indispensable de fixer au taux uniforme de 12 % *ad valorem* le droit sur les unes et sur les autres. Par voie de conséquence, la même réduction de droit s'impose pour les parties et pièces détachées de tous les véhicules en général (parties et pièces détachées de *voitures automobiles*, de *vélocipèdes*, d'*avions et dirigeables*, d'*autres véhicules*).

ART. 3.

Le § 1^{er} de l'article 3 dispose que « les taux des droits proportionnels de

» consommation sur les tabacs fabriqués établis par l'article 18, § 1^{er}, de la loi
» du 20 octobre 1919 sont révisés comme suit :

La Commission propose de compléter ce préambule en ajoutant *in fine* : sont
révisés *et fixés* comme suit :

.

ART. 4.

Pour le tabac à fumer, la Commission propose de modifier les 4° et 5° en
fixant le droit pour le 4° pour les tabacs de 12 à 18 francs à fr. 1.50 et pour
le 5° pour les tabacs de 18 à 25 francs à fr. 2.50.

Le Rapporteur,
Louis STRAUS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1921.

Ontwerp van wet tot wijziging van het toltarief en van zekere accijnsrechten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STRAUS.

MIJNE HEEREN,

Geleid door de ondervinding, hebben de Belgen zich aangesloten bij het beginsel der handelsvrijheid. De aangroei van den internationalen ruilhandel is een spoorslag voor de ontwikkeling van 's lands welvaart.

Voorzeker hebben wij nog voortbrengers die willen beschermd worden, maar over het algemeen vraagt de handelswereld de vrijheid.

Wat de verbruikers betreft, deze eischen bij elke gelegenheid eene trapsgewijze en doorgaande vermindering der verbruiksrechten. Zij treden op voor 's lands belang, dat gemeen belang, hetwelk onder de bescherming staat van het Parlement.

Het verbruik eischt de voortbrenging. Het goed begrepen belang der koopers stemt overeen met het belang van het land. Het protectionisme doet de prijzen der waren stijgen, en het volk wordt niet rijker door duur te moeten betalen.

Het protectionisme, verre van een waarborg voor den arbeid, is een kwaad, want het willikeurig verhoogen der prijzen voor de begunstigde artikelen staat gelijk met het verminderen van de koopkracht der koopers voor andere waren. De heerschende malaise bevestigt deze waarheid.

Dat men door tolbescherming sommige nijverheidsondernemingen kan helpen, daaraan twijfelt niemand, maar de uitslag kan enkel bekomen worden ten nadeele van andere nijverheidstakken en van den handel.

De Regeering, die geld noodig heeft, verklaart dat zij enkel de luxe-artikelen

(1) Wetsontwerp, n° 167.

(2) De Commissie bestond uit de heeren MECHelynck, voorzitter, Bologne, Hallet, Houtart, Straus en Wauwermans.

wil treffen. Onder voorbehoud van de beginselquaestie acht de Commissie dat men, in de ernstige omstandigheden waarin wij leven, uit vaderlandsliefde den maatregel kan beschouwen als gewettigd door den financieelen toestand van het land.

De Regeering heeft, ten andere, beloofd binnenkort aan het Parlement eene algemeene herziening van de toltarieven te onderwerpen, herziening die, willen wij hopen, zal steunen op zeer ruime grondslagen en vooraf onderworpen worden aan het onderzoek van den Hoogen Raad van Nijverheid en Handel.

Het onderhavige ontwerp, zegt de Minister van Financiën, is vooral van fiscaal aard, wat niet belet dat het voor sommige voortbrengers eene begunstiging inhoudt. In sommige artikelen is het ontwerp meer protectionistisch dan fiscaal.

Een bepaald fiscaal stelsel zou aan den Staat een veel hooger inkomen bezorgen dan het stelsel van het protectionistisch tarief kan opbrengen. Om er van overtuigd te zijn, is het voldoende de ontvangsten, in Engeland bekomen, vóór den oorlog, door de douanen en de accijnzen, te vergelijken met deze opgeleverd door dezelfde diensten in Duitschland.

Ten einde de ongerijmdheden, uit vroegere rangschikking voortvloeiende, te herstellen, neemt de Regeering zich voor, de rechten *ad valorem* in de plaats te stellen van de specifieke rechten. Dat is een goede hervorming. Door ze te verwezenlijken, slaat de Minister den weg in, welke hem door den Hoogen Raad voor Nijverheid en Handel werd aangewezen. De Commissie zag gaarne de hervorming nog verscherpt; zij stelt derhalve voor, de specifieke rechten op de uurwerken te vervangen door een recht *ad valorem* van 10 t. h.

Vier en twintig uren nadat zij mededeeling van het wetsontwerp hadden gekregen, vergaderden de leden van de Commissie voor de Financiën om het te onderzoeken. Des anderen daags waren de besluiten getroffen, daar de Minister van Financiën verklaard had dat het Parlement nog vóór het Paaschverlof er zich moest over uitspreken. Men heeft dus geenszins den tijd gehad om de voorstellen te bestudeeren, om zich in te lichten omtrent de gevolgen van de toepassing der voorgestelde rechten.

Aangezien het een bijzondere, tijdelijke regeling geldt, zouden leden van de Commissie verlangd hebben, dat er voor de nieuwe tarifeering een termijn werd bepaald. Dienaangaande wijzen wij op Engeland, waar onder den oorlog geheven rechten slechts voor een beperkten tijd werden ingevoerd. De termijn, op 30 Augustus 1919 bepaald voor sommige artikelen, werd in acht genomen.

Voor de motorvoertuigen, werd een heffing van 33 ¹/₃ t. h. aangenomen, uitsluitend de plezierrijtuigen treffende, ten einde den invoer dezer weeldeartikelen te beletten; met het doel vracht uit te sparen, zal dit recht op 31 December e. k. uit het tarief verdwijnen.

* * *

Het onderzoek der artikelen bracht de Commissie voor de Financiën er toe, de volgende amendementen voor te stellen :

EERSTE ARTIKEL.

Aardappelen als eerstelingen ingevoerd. — Indien men, onverminderd de

beginselen der tolpolitiek, kan aannemen dat groenten, als eerstelingen ingevoerd, behandeld worden als producten die een zeker kenmerk van weeldeartikel bezitten, kan dergelijke beschouwing echter niet gebillijkt worden ten opzichte van aardappelen, zelfs wanneer deze worden ingevoerd vóór den datum hunner gewone inoogsting in België.

De Commissie is van gevoelen dat, in dit opzicht, niet moet geraakt worden aan de bestaande regeling, en zij stelt dienvolgens voor, deze koopwaar in het wetsontwerp te schrappen.

Versche groenten, buiten het normaal jaargetijde van voortbrenging in België ingevoerd : bloemkoolen van 1 December tot 15 Mei ingevoerd. — Deze laatste datum is te zeer achteruitgeschoven, daar het vaak gebeurt dat de inoogsting dezer groente in België vóór den 15ⁿ Mei aanvangt.

De Commissie stelt dus voor, den datum van 15 Mei te vervangen door dien van 30 April.

Muziekinstrumenten. — Volgens de verklaringen gegeven in de Memorie van Toelichting, schijnt de verhooging § van het recht voor hoofddoel te hebben, de piano's en de gelijkaardige instrumenten hooger aan te slaan.

De vorige instrumenten, zooals de violen, worden meer inzonderheid gebruikt door personen die de muziek als beroep beoefenen, zelfs door jongelieden die de bijzondere scholen en de Conservatoriums bezoeken. In dit geval, geldt het dus minder vermaakartikelen dan voorwerpen die werkelijk noodzakelijk zijn.

De Commissie is van oordeel, de rubriek te splitsen in twee afdeelingen : de eerste begrijpt de pianos van allen aard, de orgels, de harmoniums en de mechanische muziektuustellen, waarop het voorgestelde recht van 20 t. h. *ad valorem* zou toepasselijk zijn; de tweede begrijpt al de overige muziekinstrumenten, waarvoor het vroeger recht van 10 t. h. *ad valorem* zou behouden worden.

ZAKUURWERKEN EN KASTEN VOOR ZAKUURWERKEN :

De rechten per stuk, bepaald voor de zakuurwerken, de kasten voor zakuurwerken en de horlogekastranden, worden vervangen door een gelijk recht van 10 t. h. naar de waarde.

Deze regeling geldt uitsluitend voor de uurwerken, bestemd om te worden gedragen door de personen (zakuurwerken en andere).

Voor de uurwerken of het mecanisme van uurwerken, aangebracht op zekere voorwerpen zooals : albums, wandelstokken, boekjes, regenschermen, portefeuilles, briefdrukkers, enz., wordt toegepast het tarief dat geldt voor die voorwerpen. Echter, voor de armbanden-uurwerken bestaande uit een armband van edel of gewoon metaal, van leder, van stof, enz., met daarin geplaatst of daaraan gehecht uurwerk, moet men het tarief toepassen afzonderlijk voor den armband en voor het uurwerk, zooals dit voor deze voorwerpen is vastgesteld.

AARDEWERK :

Niet omschreven gemeen aardewerk. — De enkele wijziging, welke uit het wetsontwerp voortvloeit, berust in de afschaffing der bevoegdheid tot optie, welke thans in het tollarief staat geschreven en volgens dewelke de invoerder het recht heeft te vragen dat de koopwaar worde aangeslagen naar het specifiek bedrag of naar het bedrag *ad valorem*.

Het bestek van deze verandering zal klaarder uitschijnen, zoo het wetsontwerp, in stede van een inkomend recht van 10 t. h. *ad valorem* te voorzien, eenvoudig bepaalt dat de bevoegdheid tot optie voor den specifiek aanslag is afgeschaft.

Niet omschreven plateelwerk en porselein. — Zoo men kan aannemen dat de artikelen in porselein tot de klasse der waardevoorwerpen behooren, dan is dit in 't algemeen niet waar voor het plateelwerk. Daarom is de Commissie van gevoelen dat, ook in dit geval, ontdubbeling noodzakelijk is : alleen de artikelen in porselein zouden aan het nieuwe recht van 15 t. h. *ad valorem* onderhevig zijn, en het huidig bedrag van 10 t. h. *ad valorem* zou derhalve worden voorbehouden voor het plateelwerk.

Gemeen glaswerk. — Hier ook doelt de wijziging niet dan op de afschaffing van het recht van keuze tusschen den grondslag van de belasting : specifiek recht of recht *ad valorem*. Zooals voor het gemeen aardewerk, stelt de Commissie, klaarheidshalve voor, eenvoudig te beslissen dat de specifieke belasting afgeschap wordt.

ANDERE VOERTUIGEN DAN VOOR SPOORWEGEN :

Motorvoertuigen. — *Onderstellen met of zonder motor, met of zonder koets.* — *Andere.* — Voor deze reeks voorziet het wetsontwerp eene belasting van 15 t. h. *ad valorem*, dat is 3 t. h. verhooging op de belasting van 12 t. h. *ad valorem*, volgens welken grondslag het specifiek recht vóór den oorlog werd vastgesteld.

Nu, bij deze reeks behooren hoofdzakelijk de vrachtauto's, die gewis geene prachtvoorwerpen zijn, vermits zij deel uitmaken van de industriele en handelstoerusting. De Commissie is van gevoelen dat, uit dien hoofde, de grondslag van het recht niet hoeft verhoogd te worden : dientengevolge stelt zij voor, de bestaande belasting van 12 % *ad valorem* niet te verhoogen.

Deelen en losse stukken. — De vermindering van 15 tot 12 % *ad valorem* van de belasting op de vrachtauto's heeft noodzakerlijkerwijs eene evenwaardige vermindering ten gevolge op de deelen en losse stukken, voor deze voertuigen bestemd. En vermits men, practischerwijs, bezwaarlijk het onderscheid vaststellen kan tusschen deze deelen en losse stukken en de gelijkaardige deelen en stukken voor de andere motorrijtuigen, is het volstrekt noodzakelijk eene zelfde belasting van 12 % *ad valorem* te stellen op de eene en de andere deelen. Dientengevolge dringt dezelfde vermindering van belasting zich op voor de deelen en losse stukken van al de voertuigen in het algemeen (deelen en losse stukken van

motorrijtuigen, rijwielen, vliegmachines en bestuurbare luchtschepen, andere voertuigen).

ART. 3.

Luidens § 1 van artikel 3 « wordt het bedrag der evenredige verbruiksrechten op bewerkte tabak, vastgesteld bij artikel 18, § 1, der wet van 20 October 1919, herzien als volgt :

De Commissie stelt voor, dezen tekst aan te vullen door toevoeging *in fine* van : « herzien en *vastgesteld* » als volgt :

ART. 4.

Voor de rooktabak stelt de Commissie voor, n^{rs} 4° en 5° te wijzigen met dezen verstande, dat de belasting in 4° op de tabak van 12 tot 18 frank worde gebracht op fr. 1.50 en in 5° op de tabak van 18 tot 25 frank, gebracht worde op fr. 2.50.

De Verslaggever,
LOUIS STRAUS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE AU N° 192.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DU TARIF DES DOUANES.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

BIJLAGE VAN N° 192.

**ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING
VAN HET TOLTARIEF EN VAN ZEKERE ACCIJSRECHTEN.**

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

ARTICLE PREMIER.

N° d'ordre du tarif.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.	
		Base.	Quotité. Fr. C.
Supprimer l'inscription suivante :			
ex 17	Pommes de terre importées comme primeurs, du 1 ^{er} janvier au 31 mai (1)	100 kil.	3 »
	(1) Cette disposition ne sera toutefois pas applicable aux pommes de terre provenant manifestement de la récolte de l'année précédente.		
Dans l'inscription ci-après :			
ex 17	Choux-fleurs importés du 1 ^{er} décembre au 15 mai	100 kil.	6 »
	remplacer les mots : « 15 mai », par les mots : « 30 avril ».		
Remplacer l'inscription : « Instruments de musique : par les inscriptions suivantes :			
30-	<i>Instruments de musique :</i>		
	Pianos de toute espèce; orgues; harmoniums; appareils à musique, mécaniques	Valeur	20 %
	Autres	Id.	10 %
ex 42	Remplacer les droits spécifiques par un droit <i>ad valorem</i> de valeur		10 %
	Montres et boîtes de montres (14) :		
	En or ou en platine	Valeur	10 %
	En argent	Id.	10 %
	En autre métal	Id.	10 %
	(14) Y compris les carrures de boîtes de montres.		
Remplacer les inscriptions relatives aux Poteries, par les suivantes :			
ex 51	<i>Poteries désignées ci-après :</i>		
	Poteries communes non dénommées.	Est supprimée la faculté de déclarer d'après le droit spécifique :	
	Faïences non dénommées	Valeur.	10 %
	Porcelaines non dénommées	Id.	15 %
Remplacer l'inscription : « Verrerie commune » par la suivante :			
ex 66	Verrerie commune (23)	Est supprimée la faculté de déclarer d'après le droit spécifique.	
	(23) Comprenant les objets de toute espèce en verre commun verdâtre, à l'exception des bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries.		
Remplacer les inscriptions relatives aux « Véhicules autres que pour voies ferrées », par les suivantes :			
70	<i>Véhicules autres que pour voies ferrées :</i>		
	Véhicules automobiles (24) :		
	(24) Les tracteurs automobiles qui servent à actionner des instruments aratoires ou à remorquer des véhicules sur les routes et qui, pris isolément, ne peuvent être utilisés au transport de personnes ou de marchandises, suivent le régime des <i>Machines</i> , selon l'espèce.		
	Voitures automobiles. — Châssis avec ou sans moteur, avec ou sans carrosserie :		
	De toute espèce pesant moins de 2,000 kilogrammes et voitures à voyageurs pesant de 2,000 à 4,000 kilogrammes exclusive-ment	Valeur.	20 %
	Autres (25).	Id.	12 %
	(25) Y compris les camions automobiles.		

EERSTE ARTIKEL.

Volg- nummer van het tarief.	Goederen.	INVOERRECHTEN.	
		Grondslag.	Bedrag. Fr. C.
Doen wegvallen :			
ex 17	Aardappelen ingevoerd als eerstelingen, van 1 Januari tot 31 Mei ⁽¹⁾	100 kil.	3 »
	⁽¹⁾ Deze bepaling zal echter niet van toepassing zijn op aardappelen, welke ontegensprekelijk voortkomen van den oogst van het vorig jaar.		
In den navolgenden titel :			
ex 17	Bloemkoolen ingevoerd van 1 December tot 15 Mei	100 kil.	6 »
	de woorden « 15 Mei » vervangen door : « 30 April ».		
Den titel « Muziekinstrumenten » vervangen door de navolgende titels :			
30	<i>Muziekinstrumenten :</i>		
	Pianos van alle soort; orgels; harmoniums; muziektostellen, mechanische toestellen	Waarde.	20 %
	Andere	Id.	10 %
ex 42	De specifieke rechten vervangen door een recht naar de waarde.		10 %
	Uurwerken en kasten voor uurwerken ⁽¹⁴⁾ :		
	Gouden of van platina	Waarde.	40 %
	Zilveren	Id.	40 %
	Van ander metaal	Id.	40 %
	⁽¹⁴⁾ Met inbegrip van de horlogekastreenden.		
De titels betreffende het « Aardewerk » vervangen door :			
ex 51	Aardewerk hierna aangeduid :		
	Gemeen aardewerk niet genoemd	Het aangeven volgens het specifiek recht wordt afgeschaft.	
	Plaatwerk niet genoemd	Waarde.	40 %
	Porselein niet genoemd	Id.	45 %
Den titel : « Gemeen Glaswerk » vervangen door den volgenden :			
ex 66	Gemeen glaswerk ⁽²³⁾	Het aangeven volgens het specifiek recht wordt afgeschaft.	
	⁽²³⁾ Begrijpende de voorwerpen van allen aard in gemeen groenachtig g'as, met uitzondering van de flesschen, flesschjes, groote flesschen, glazen ballons of vervoerflesschen		
De titels betreffende de « Andere voertuigen dan voor spoorwegen » vervangen door de volgende :			
ex 70	Andere voertuigen dan voor spoorwegen :		
	Automobilvoertuigen ⁽²⁴⁾ :		
	⁽²⁴⁾ Automobielttractors, bestemd voor het gebruiken der landbouwwerktuigen of tot het trekken van voertuigen op de wegen, en die, afzonderlijk genomen, niet kunnen gebruikt worden voor het vervoer van personen of goederen, volgen het regiem der <i>Machines</i> , volgens de soort.		
	Automobielrijtuigen. — Onderstellen, met of zonder motor, met of zonder koets :		
	Van alle soort wegende minder dan 2,000 kilogram en rijtuigen voor personen wegende van 2,000 tot en zonder 4,000 kilogr.	Waarde.	20 %
	Andere ⁽²⁵⁾	Id.	12 %
	⁽²⁵⁾ Er onder begrepen de auto-vrachtwagens.		

N° d'ordre du tarif.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.	
		Base.	Quotité. Fr. C.
70	<i>Véhicules autres que pour voies ferrées (suite) :</i>		
	Véhicules automobiles (suite) :		
	Motocycles avec ou sans moteur, avec ou sans side-car	Valeur.	20 %
	Parties ⁽²⁶⁾ et pièces détachées ⁽²⁷⁾	Id.	12 %
	⁽²⁶⁾ Comprenant notamment les accumulateurs, carburateurs, changements de vitesse, différentiels, dynamos, générateurs, moteurs, radiateurs, etc.		
	⁽²⁷⁾ Y compris les bandages de roues en caoutchouc ou en caoutchouc combiné avec d'autres matières, quelle que soit la matière dominante.		
	Les pièces détachées brutes de forge ou de fonderie suivent le régime des <i>Ouvrages</i> , selon l'espèce.		
	Accessoires ⁽²⁸⁾	Id.	15 %
	⁽²⁸⁾ Comprenant notamment les avertisseurs, compteurs kilométriques, taximètres, lanternes, phares, projecteurs, montres, chaufferettes, pompes, pare-brise, etc.		
	Vélocipèdes :		
	Complets	Id.	15 %
	Parties et pièces détachées ⁽²⁹⁾	Id.	12 %
	⁽²⁹⁾ Y compris les bandages de roues en caoutchouc ou en caoutchouc combiné avec d'autres matières, quelle que soit la matière dominante.		
	Les pièces détachées brutes de forge ou de fonderie suivent le régime des <i>Ouvrages</i> , selon l'espèce.		
	Accessoires ⁽³⁰⁾	Id.	15 %
	⁽³⁰⁾ Comprenant notamment les lanternes, pompes, sacoches, porte-paquets, avertisseurs, montres, filets protège-robies, etc.		
	Avions et dirigeables :		
	Complets	Id.	20 %
	Parties ⁽³¹⁾ et pièces détachées ⁽³²⁾	Id.	12 %
	⁽³¹⁾ Comprenant notamment les accumulateurs, carburateurs, changement de vitesse, différentiels, dynamos, générateurs, moteurs, radiateurs, etc.		
	⁽³²⁾ Y compris les bandages de roues en caoutchouc ou en caoutchouc combiné avec d'autres matières, quelle que soit la matière dominante.		
	Les pièces détachées brutes de forge ou de fonderie suivent le régime des <i>Ouvrages</i> , selon l'espèce.		
	Autres véhicules :		
	Complets	Id.	15 %
	Parties et pièces détachées ⁽³³⁾	Id.	12 %
	⁽³³⁾ Y compris les bandages de roues en caoutchouc ou en caoutchouc combiné avec d'autres matières, quelle que soit la matière dominante.		
	Les pièces détachées brutes de forge ou de fonderie suivent le régime des <i>Ouvrages</i> , selon l'espèce.		

Volg-
nummer
van
het tarief.

Goederen.

INVOERRECHTEN.

Grondslag.	Bedrag.
	Fr. C.

ex 70 *Andere voertuigen dan voor spoorwegen (vervolg) :*

Automobiervoertuigen (vervolg) :

Motorcycles, met of zonder motor, met of zonder zijwagen (side-car)	Waarde.	20 %
---	---------	------

Deelen ⁽²⁶⁾ en losse stukken ⁽²⁷⁾	Id.	12 %
---	-----	------

⁽²⁶⁾ Begrijpende namelijk de accumulatoren, carburatoren, versnellers, differentialen, dynamos, generators, motoren, koelers (radiators), enz.

⁽²⁷⁾ Er onder begrepen de wielbanden in caoutchouc of in caoutchouc verbonden met andere zelfstandigheden, welke ook de hoofdstof weze.

De losse stukken ruw uit de smidse of de gieterij volgen het regiem der *Werken* volgens de soort.

Toebehooren ⁽²⁸⁾	Id.	15 %
---------------------------------------	-----	------

⁽²⁸⁾ Begrijpende namelijk de seintoestellen, afstandmeters, taximeters, lantaarnen, straallampen (phares), schijnwerpers, uurwerken, verwarmingsstoestellen, pompen, windbrekers, enz.

Rijwielen :

Volledige	Id.	15 %
---------------------	-----	------

Deelen en losse stukken ⁽²⁹⁾	Id.	12 %
---	-----	------

⁽²⁹⁾ Er onder begrepen de wielbanden in caoutchouc of in caoutchouc verbonden met andere zelfstandigheden, welke ook de hoofdstof weze.

De losse stukken ruw uit de smidse of de gieterij volgen het regiem der *Werken* volgens de soort.

Toebehooren ⁽³⁰⁾	Id.	15 %
---------------------------------------	-----	------

⁽³⁰⁾ Begrijpende namelijk de lantaarnen, pompen, zadeltaschen, pakeldragers, seintoestellen, uurwerken, netten, kleedbeschuters, enz.

Vliegmaschinen en bestuurbare luchtschepen :

Volledig.	Id.	20 %
-------------------	-----	------

Deelen ⁽³¹⁾ en losse stukken ⁽³²⁾	Id.	15 %
---	-----	------

⁽³¹⁾ Begrijpende namelijk de accumulatoren, carburators, versnellers, differentialen, dynamos, generators, motoren, koelers (radiatoren), enz.

⁽³²⁾ Er onder begrepen de wielbanden in caoutchouc of in caoutchouc verbonden met andere zelfstandigheden, welke ook de hoofdstof weze.

De losse stukken ruw uit de smidse of de gieterij volgen het regiem der *Werken* volgens de soort.

Andere voertuigen :

Volledig.	Id.	15 %
-------------------	-----	------

Deelen en losse stukken ⁽³³⁾	Id.	12 %
---	-----	------

⁽³³⁾ Er onder begrepen de wielbanden in caoutchouc of in caoutchouc verbonden met andere zelfstandigheden, welke ook de hoofdstof weze.

De losse stukken ruw uit de smidse of de gieterij volgen het regiem der *Werken* volgens de soort.

ART. 3.

Compléter ainsi le premier alinéa :

Les taux des droits proportionnels de consommation sur les tabacs fabriqués établis par l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 20 octobre 1919, sont révisés et *fixés* comme suit :

ART. 4.

Remplacer ainsi le 4° et le 5° du droit sur le tabac à fumer :

4° catégorie, plus de 12 jusque 18 francs le kilogramme . fr. 1.50

5° catégorie, plus de 18 jusque 25 francs le kilogramme, fr. 2.50

ART. 3.

Het eerste lid aan te vullen als volgt :

Het bedrag der evenredige verbruiksrechten op bewerkte tabak, vastgesteld bij artikel 18, § 1, der wet van 20 October 1919, wordt herzien en *vastgesteld* als volgt :

ART. 4.

N° 4° en n° 5° van het recht op rooktabak te vervangen als volgt :

4° klasse, meer dan 12 tot 18 frank per kilo fr. 1.50

5° klasse, meer dan 18 tot 25 frank per kilo fr. 2.50